

ANNEXE I

TRAJECTOIRES DES INTERVIEWÉS

I. ANCIEN MONDE DU FER

- Cheminot retraité, né en 1942 en Alsace. Père : manœuvre. Entré à l'usine à 14 ans puis à la SNCF après le service militaire, sans diplôme, fin de carrière comme chef de manœuvre. Trois enfants dont deux policiers et une employée de commerce [21 avril 2002].

- Femme de ménage à temps partiel dans une gare, née en 1945 à Sarrebourg. Arrête l'école à 13 ans et demi, apprentissage dans une librairie papeterie, employée dans un magasin d'alimentation jusqu'en 1965, femme au foyer, reprise du travail en 1978 comme femme de ménage dans une gare le matin, puis, en 1992 comme employée de ménage au Luxembourg l'après-midi jusqu'en 1996. Épouse du cheminot retraité [21 avril 2002].

- Agent de sécurité, né en 1973 en Moselle. Père : ouvrier sidérurgiste. Études niveau collège, a renoncé à passer un CAP. Enchaîne petits boulots en intérim et périodes de chômage. [21 mai 2002]

- Sidérurgiste retraité, né en 1936. Entré à l'usine à 13 ans et demi sans diplôme, carrière stagnante d'OS, préretraité à 50 ans. Père : ouvrier sidérurgiste. Trois enfants dont un ouvrier et une employée. Un troisième, ouvrier au Luxembourg, est décédé [12 juin 2002].

- Cadre dans une usine sidérurgique au service des embauches, muté au service des reclassements puis, lui-même reclassé, devenu cadre au service d'une entreprise de reclassement du personnel sidérurgique. Né en 1952. Père : employé de la poste, d'origine italienne. Titulaire d'un brevet professionnel de comptabilité, marié à une employée d'assurance, deux enfants à l'université [12 juin 2002].

- Hôtelier, ancien sidérurgiste, né en 1934, travaille encore. Père : ouvrier sidérurgiste. Origine italienne, acquisition de la nationalité française à 20 ans. Entré à l'usine à 14 ans après un apprentissage chez un coiffeur, plusieurs emplois d'ouvrier à Paris, puis de vendeur-représentant-placier en postes de télévision, puis d'hôtelier à partir de 1973. Un enfant lycéen [22 mai 2002].

- Tenancier d'un snack-bar ambulancier, né en 1955, ancien sidérurgiste. Père : italien pépiniériste devenu sidérurgiste. Titulaire d'un CAP d'électromécanicien acquis au centre d'apprentissage de l'usine où il entre à 14 ans. Carrière d'ouvrier professionnel, délégué CGT. Quitte la sidérurgie en 1992 pour ouvrir un *snack*. Marié à une employée de tribunal à la retraite, trois jeunes enfants dont l'un entre à l'université [Septembre 1995, 14 mai 2002].

- Employée d'un atelier de reprographie née en 1953 en Meurthe-et-Moselle. Père : d'origine italienne, sidérurgiste décédé au travail en 1962. Mère : employée d'usine. Titulaire d'un CAP d'employé de bureau. Mutée de sites en sites au rythme des fermetures d'usine. Reclassée comme

employée de reprographie par une société de reclassement. Travaille à soixante kilomètres de son domicile. Sans enfants [14 juin 2002].

- Sidérurgiste retraité, né en 1936. Père : sidérurgiste. Manœuvre de 15 à 25 ans, entre à l'usine sidérurgique à 26 ans comme ouvrier professionnel. Fin de carrière P3, préretraité à 50 ans. Cinq enfants dont deux travaillent au Luxembourg comme agent de sécurité et caissière, deux autres en France comme ouvrier et gardien de stade, une dernière comme femme au foyer [6 août 2002].

- Employée en contrat à durée déterminée dans la restauration collective au Luxembourg. Née en 1962 dans une ville minière. Père : mineur de fer. A travaillé comme femme de ménage et garde d'enfant au Luxembourg, et comme ouvrière dans la métallurgie. Titulaire d'un Deug de droit après avoir repris des études, importante activité associative dans l'animation socioculturelle. Mariée à un ouvrier métallurgiste. Quatre enfants [6 août 2002].

- Principale d'un collège en ZEP, née en 1950. Père : directeur d'usine sidérurgique. Enseignante durant vingt-deux ans. Un fils cadre commercial dans un grand groupe [5 septembre 2002].

- Technicien dans la sidérurgie, préretraité à 50 ans. Né en 1939 dans les Ardennes. Père : ouvrier devenu gendarme. Titulaire d'un brevet professionnel de l'Armée de l'air où il s'engage pendant cinq ans. Diplôme de technicien supérieur par les cours du soir. Devient cadre formateur de techniciens en 1981. Travaille bénévolement de 1990 à 2000 comme responsable d'une association d'aide au retour à l'emploi des anciens sidérurgistes et aussi pour le ministère de la Culture. Épouse : femme au foyer engagée dans l'action associative [6 août 2002].

- Sidérurgiste, né en 1950. Père : coiffeur devenu sidérurgiste. Entre au centre d'apprentissage à 14 ans, carrière d'ouvrier professionnel interrompue par la fermeture de l'usine. Ancien délégué syndical CFDT. Actuellement contremaître dans une unité très isolée, à l'écart des ouvriers. Marié à une employée de petit commerce licenciée en 1997. Deux enfants ouvriers dont l'un a été licencié peu avant l'entretien [7 août 2002].

- Employée de petit commerce, née en 1958 dans le Nord. Père : contremaître dans la sidérurgie. BEPC, apprentissage dans le petit commerce, employée de commerce, femme au foyer, reprise de l'activité en 2000 comme employée de commerce avec des horaires très flexibles. Mariée à un fonctionnaire de police travaillant la nuit, trois enfants dont deux ouvriers (l'un au chômage) et l'autre encore scolarisée [7 août 2002].

- Cadre d'une entreprise de reclassement, né en 1948 en Bretagne. Père : marin pêcheur décédé en mer. Titulaire d'un bac professionnel, recruté par une entreprise sidérurgique lorraine en 1971 comme cadre en organisation-méthode. Placé en « congé-formation-conversion » en 1993, enchaîne les postes désajustés à sa formation jusqu'en 2000 où il est embauché comme cadre dans une entreprise de reclassement. Mariée à une ex-employée de l'usine sidérurgique, une fille en licence d'AES [22 mai 2002].

- Ouvrier équipementier. Né en 1973. Père : sidérurgiste d'origine espagnole décédé précocement. Titulaire d'un bac professionnel et d'un Deug d'anglais. Embauché à l'usine après divers petits boulots d'ouvrier et deux contrats à durée déterminée. Délégué syndical CGT [20 avril 2002].

- Directeur général d'une entreprise de reclassement, ancien syndicaliste CFDT. Né en 1952 dans les Vosges. Père et mère : ouvriers dans le textile. Entre au centre d'apprentissage d'une usine sidérurgique à 15 ans, CAP d'ajusteur-mécanicien. Permanent syndical CFDT de 1985 à 1996. Embauché comme cadre d'une société de réindustrialisation en 1997 puis comme directeur général d'une entreprise de reclassement en 1999. Première femme : ouvrière syndicaliste, deuxième épouse « qui gagne bien sa vie », trois enfants dont l'un dans la restauration, la deuxième dans l'économie sociale, la troisième à l'école.

- Gardien d'immeuble parisien, ancien PDG. Né en 1944. Père : ingénieur dans le BTP. Formation « sur le tas » en comptabilité-gestion. Enfance à l'étranger en fonction des chantiers de son père. Travail comme cadre commercial sur des chantiers BTP, puis s'installe au début des années soixante-dix comme directeur d'une petite entreprise de services aux entreprises. Faillite en 1983. Petits boulots, chômage, divorce, minima sociaux jusqu'en 1998 où il trouve un poste de gardien d'immeuble [13 février 2002].

- Chômeur et travailleur précaire, né en 1969 en Lorraine. Père : ouvrier sidérurgiste d'origine algérienne. Scolarité en section d'éducation spécialisée, pas de diplôme mais formation en mécanique, menuiserie, cuisine. Enchaîne contrats emploi-solidarité, missions d'intérim comme ouvrier dans l'industrie, le BTP, ou les services aux entreprises ou aux collectivités locales, avec des périodes de chômage depuis 1989 [6 février 2003].

- Ouvrier magasinier-cariste dans un établissement équipementier automobile, né en 1964. Père : ouvrier sidérurgiste (maçon fumiste, fin de carrière agent de maîtrise). Syndiqué à la CGT depuis l'âge de 15 ans. A travaillé successivement dans le bâtiment, les abattoirs (pendant dix ans). A créé la section CGT de son entreprise et déclenché la première grève. Frère agent de maîtrise au service entretien de l'Université de Metz [23 mai 2002].

Entretiens complémentaires :

- Sidérurgiste retraité, responsable d'une association de retraités de la sidérurgie [5 septembre 2002].

- Sidérurgiste retraité, militant chrétien, adjoint au maire [7 août 2002].

2. HAUTE TECHNOLOGIE

- Cadre marketing, née en 1960 ; parisienne recrutée au début des années quatre-vingt ; ex-technicienne (BTS). Père : chauffeur de car [11-12-2001].

- Assistante, ex-secrétaire (BTS), née en en 1958. Famille paternelle et maternelle immigrées. Père : cadre. [3-04-2002].

- Superviseur, ingénieur « maison », ex-technicien (BTS), né en 1951. Père : comptable [3-04-2002].
- Ingénieur « maison », ex-magasinier (bac F), né en 1961. Père : hôtelier puis ouvrier [3-04-2002].
- Ingénieur « maison », ex-technicien (BT), né en 1948 en région parisienne. Préretraité. Père : militaire [5-04-2002].
- Aide acheteuse, ex-secrétaire (BTS), née en 1963. Père : militaire de carrière. Divorcée, deux enfants [10-07-2002].
- Cadre service du personnel, ex « ingénieur composants », consultante. Née en 1960. Études en Angleterre, aux États-Unis. Père : haut fonctionnaire. Mère : magistrat. [10-07-2002].
- Cadre « maison », née en 1946. Études supérieures à New York et Boston. Embauchée au début des années soixante-dix comme ouvrière. Préretraitée en 2002. Père : journaliste. Mariée [10-07-2002].
- Ingénieur sécurité, ex-ingénieur bureau d'études, né vers 1950. Père : fonctionnaire [4-06-2002].
- Ingénieur marketing, la quarantaine. A suivi son mari ingénieur électronicien dans une carrière internationale. Entrée récemment dans l'entreprise, en CDD transformé en CDI. Père : ingénieur. Études de langue et d'administration des entreprises [4-06-02].
- « Consultant technique ». Ex-ingénieur production, né en 1968 à New York. Études d'ingénieur à New York. Père : technicien chez IBM. Épouse : responsable du personnel dans une autre entreprise d'informatique [19-09-2002].

ANNEXE 2

LA ZONE D'EMPLOI DE GRENOBLE

I. TABLEAUX STATISTIQUES

1. Évolution des indices de précarité 1990-1999

Salariés et non salariés (actifs occupés)	1990	1999	indice 1999/1990
Hommes	124 951	123 913	0,99
Femmes	93 752	104 142	1,11
Total	218 703	228 055	1,04

Salariés (actifs occupés)	1990	1999	indice 1999/1990
Hommes	107 643	107 462	1,00
Femmes	85 648	96 114	1,12
Total	193 291	203 576	1,05

Salariés à temps partiels (actifs occupés)	1990	1999	indice 1999/1990
Hommes	4 404	7 974	1,81
Femmes	24 092	37 156	1,54
Total	28 496	45 130	1,58

Intérim	1990	1999	indice 1999/1990
Hommes	2 176	2 410	1,11
Femmes	784	1 039	1,33
Total	2 960	3 449	1,17

CDD	1990	1999	indice 1999/1990
Hommes	6 540	9 684	1,48
Femmes	7 276	11 856	1,63
Total	13 816	21 540	1,56

Chômeurs hommes	1990	1999	indice 1999/1990
Hommes-15/24	2 391	2 615	1,09
Hommes-25/49	5 008	9 165	1,83
Hommes-50 ou +	1 459	2 363	1,62
Total hommes	8 858	14 143	1,60

Chômeurs femmes	1990	1999	indice 1999/1990
Femmes-15/24	2 910	2 441	0,84
Femmes-25/49	9 014	12 027	1,33
Femmes-50 ou +	1 710	2 405	1,41
Total femmes	13 634	16 873	1,24

Emplois atypiques*	1990	1999	indice 1999/1990
Hommes	11 728	16 397	1,40
Femmes	10 920	17 117	1,57
Total	22 648	33 514	1,48

* Emplois atypiques : apprentis, intérimaires, stagiaires, CDD, « emplois-jeunes »

2. Emploi par secteur (actifs occupés)

Hommes	1990	1999	indice 1999/1990
Agriculture	1 600	1 714	1,07
Industrie	40 543	33 839	0,83
Construction	14 148	10 604	0,75
Tertiaire	68 660	77 634	1,13
Total	124 951	123 791	0,99

Femmes	1990	1999	indice 1999/1990
Agriculture	852	667	0,78
Industrie	13 996	12 296	0,88
Construction	1 364	960	0,70
Tertiaire	77 540	90 454	1,17
Total	93 752	104 377	1,11

Ensemble	1990	1999	indice 1999/1990
Agriculture	2 452	2 381	0,97
Industrie	54 539	46 135	0,85
Construction	15 512	11 564	0,75
Tertiaire	146 200	168 088	1,15
Total	218703	228 168	1,04

3. Part de l'emploi précaire par rapport à l'ensemble des salariés (base de calcul : ensemble des salariés [actifs occupés])

Salariés à temps partiels (actifs occupés)	1990	1999	1990	1999
Hommes	4 404	7 974	4,09	7,42
Femmes	24 092	37 156	28,13	38,66
Total	28 496	45 130	14,74	22,17

Intérim	1990	1999	1990	1999
Hommes	2 176	2 410	2,02	2,24
Femmes	784	1 039	0,92	1,08
Total	2 960	3 449	1,53	1,69

CDD	1990	1999	1990	1999
Hommes	6 540	9 684	6,08	9,01
Femmes	7 276	11 856	8,50	12,34
Total	13 816	21 540	7,15	10,58

Emplois atypiques	1990	1999	1990	1999
Hommes	11 728	16 397	10,90	15,26
Femmes	10 920	17 117	12,75	17,81
Total	22 648	33 514	11,72	16,46

Chômeurs	1990	1999	1990	1999
Hommes	9 228	13 929	6,87	10,09
Femmes	13 408	17 051	12,47	14,09
Total	22 636	30 980	9,36	11,96

4. Part des femmes dans le travail précaire

Salariés (actifs occupés)	1990	1999
Hommes	107 643	107 462
Femmes	85 648	96 114
Total	193 291	203 576
% de femmes	44,3	47,2

Salariés à temps partiels (actifs occupés)	1990	1999
Hommes	4 404	7 974
Femmes	24 092	37 156
Total	28 496	45 130
% de femmes	84,5	82,3

Intérim	1990	1999
Hommes	2 176	2 410
Femmes	784	1 039
Total	2 960	3 449
% de femmes	26,5	30,1

CDD	1990	1999
Hommes	6 540	9 684
Femmes	7 276	11 856
Total	13 816	21 540
% de femmes	52,7	55,0

Emplois atypiques	1990	1999
Hommes	11 728	16 397
Femmes	10 920	17 117
Total	22 648	33 514
% de femmes	48,2	51,1

Chômeurs (références)	1990	1999
Hommes	9 228	13 929
Femmes	13 408	17 051
Total	22 636	30 980
% de femmes	59,2	55,0

5. Population active par secteur (population occupée)

Hommes	1990	1999	1990	1999
Agriculture	1 600	1 714	1,28	1,38
Industrie	40 543	33 839	32,45	27,34
Construction	14 148	10 604	11,32	8,57
Tertiaire	68 660	77 634	54,95	62,71
Total	124 951	123 791	100,00	100,00

Femmes	1990	1999	1990	1999
Agriculture	852	667	0,91	0,64
Industrie	13 996	12 296	14,93	11,78
Construction	1 364	960	1,45	0,92
Tertiaire	77 540	90 454	82,71	86,66
Total	93 752	104 377	100,00	100,00

Ensemble	1990	1999	1990	1999
Agriculture	2 452	2381	1,12	1,04
Industrie	54 539	46 135	24,94	20,22
Construction	15 512	11 564	7,09	5,07
Tertiaire	146 200	168 088	66,85	73,67
Total	218 703	228 168	100,00	100,00

6. Évolution du niveau de formation

Niveau	Hommes		Femmes	
	1990	1999	1990	1999
Études en cours	16,0	15,9	14,8	15,3
Aucun diplôme	19,1	14,3	20,4	14,8
CEP	12,7	9,0	16,6	12,8
BEPC	5,1	5,1	7,8	7,2
CAP, BEP	20,1	21,7	14,6	16,1
Bac	10,2	10,6	11,2	11,7
Bac + 2	6,4	8,4	8,2	11,2
Études supérieures	10,5	15,0	6,4	10,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Population de 15 ans ou plus par sexe et âge selon le diplôme, 1999, en pourcentage

Hommes	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP BEP	Bac, BP	Bac + 2	Diplômes supérieurs	Total
15 à 19 ans	91,1	4,1	0,3	1,8	2,2	0,4	0,0	0,0	100,0
20 à 24 ans	60,1	5,4	0,5	3,6	12,2	10,5	5,2	2,5	100,0
25 à 29 ans	11,5	9,5	0,7	4,4	21,0	15,3	15,3	22,2	100,0
30 à 39 ans	0,9	13,4	1,5	6,0	30,8	12,4	13,7	21,4	100,0
40 à 59 ans	0,0	14,6	10,1	6,0	28,3	11,9	9,7	19,5	100,0
60 ans ou plus	0,0	26,7	27,3	5,4	16,7	9,0	3,3	11,5	100,0
Total	15,9	14,3	9,0	5,1	21,7	10,6	8,4	15,0	100,0

Femmes	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP BEP	Bac, BP.	Bac + 2	Diplômes supérieurs	Total
15 à 19 ans	94,5	2,3	0,2	1,2	1,2	0,6	0,0	0,0	100,0
20 à 24 ans	64,9	4,2	0,4	2,7	7,8	10,5	6,5	3,1	100,0
25 à 29 ans	11,3	8,5	0,8	3,9	14,8	16,7	19,9	24,1	100,0
30 à 39 ans	0,8	12,3	1,6	7,1	23,6	17,2	19,0	18,4	100,0
40 à 59 ans	0,0	14,3	12,8	8,8	22,6	13,8	14,3	13,4	100,0
60 ans ou plus	0,0	27,8	34,5	10,5	11,4	7,4	4,1	4,3	100,0
Total	15,3	14,8	12,8	7,2	16,1	11,7	11,2	10,9	100,0

Ensemble	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP BEP	Bac, BP.	Bac + 2	Diplômes supérieurs	Total
15 à 19 ans	92,8	3,2	0,3	1,5	1,7	0,5	0,0	0,0	100,0
20 à 24 ans	62,5	4,8	0,4	3,1	10,0	10,5	5,9	2,8	100,0
25 à 29 ans	11,4	9,0	0,8	4,2	18,0	16,0	17,6	23,2	100,0
30 à 39 ans	0,8	12,8	1,5	6,5	27,2	14,8	16,3	19,9	100,0
40 à 59 ans	0,0	14,4	11,5	7,4	25,4	12,9	12,1	16,4	100,0
60 ans ou plus	0,0	27,4	31,4	8,3	13,7	8,1	3,7	7,4	100,0
Total	15,6	14,5	11,0	6,2	18,8	11,2	9,9	12,9	100,0

Population de 15 ans ou plus par sexe et âge selon le niveau de formation, 1999, en pourcentage

Hommes	Études en cours	École primaire	Collège	Seconde, première, terminale	Études supérieures	Total
15 à 19 ans	91,1	0,3	7,2	1,0	0,3	100,0
20 à 24 ans	60,1	0,9	16,8	9,4	12,8	100,0
25 à 29 ans	11,5	1,7	28,8	14,2	43,7	100,0
30 à 39 ans	0,9	2,9	42,0	14,7	39,5	100,0
40 à 59 ans	0,0	16,1	36,0	15,6	32,3	100,0
60 ans ou +	0,0	46,7	25,6	10,8	16,9	100,0
Total	15,9	15,1	29,7	12,4	26,9	100,0

Femmes	Études en cours	École primaire	Collège	Seconde, première, terminale	Études supérieures	Total
15 à 19 ans	94,5	0,3	4,0	0,8	0,4	100,0
20 à 24 ans	64,9	0,7	11,1	8,3	15,1	100,0
25 à 29 ans	11,3	1,6	22,2	13,8	51,1	100,0
30 à 39 ans	0,8	2,9	34,3	19,3	42,8	100,0
40 à 59 ans	0,0	17,1	33,3	20,2	29,4	100,0
60 ans ou +	0,0	53,3	25,5	12,3	8,8	100,0
Total	15,3	19,1	26,0	14,8	24,9	100,0

Ensemble	Études en cours	École primaire	Collège	Seconde, première, terminale	Études supérieures	Total
15 à 19 ans	92,8	0,3	5,6	0,9	0,4	100,0
20 à 24 ans	62,5	0,8	14,0	8,8	13,9	100,0
25 à 29 ans	11,4	1,6	25,6	14,0	47,3	100,0
30 à 39 ans	0,8	2,9	38,1	17,0	41,1	100,0
40 à 59 ans	0,0	16,6	34,7	17,9	30,8	100,0
60 ans ou +	0,0	50,5	25,6	11,7	12,3	100,0
Total	15,6	17,2	27,8	13,6	25,9	100,0

7. Transformation de la structure des emplois (en pourcentage)

Hommes

CSP	1990	1999
Agriculteurs exploitants	1,0	0,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	9,9	8,5
Cadres professions intellectuelles supérieures	19,3	23,0
Professions intermédiaires	24,1	25,7
Employés	9,2	11,5
Ouvriers	36,5	30,4
Total	100,0 (N=124 951)	100,0 (N=123 791)

Femmes

CSP	1990	1999
Agriculteurs exploitants	0,8	0,5
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	5,7	3,5
Cadres professions intellectuelles supérieures	11,5	14,0
Professions intermédiaires	25,5	28,0
Employés	46,9	46,5
Ouvriers	9,5	7,6
Total	100,0 (N=93 752)	100,0 (N=104 377)

CSP détaillées

CSP (Population sur le lieu de résidence)	1990 N=229 525	1999 N=241 677	Indice 99/90
10-Agriculteurs exploitants	0,9	0,6	0,69
21-Artisans	3,7	2,7	0,72
22- Commerçants	3,4	2,8	0,83
23-Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	0,8	0,6	0,72
31-Professions libérales	1,6	1,8	1,09
32-Cadres fonction publique prof intel. et art.	6,6	7,6	1,15
36-Cadres d'entreprise	7,2	8,9	1,23
41-Professions intermédiaires, enseignant santé fonction publique	10,0	11,1	1,11
46-Professions intermédiaires administratives commerciales entreprises	6,0	7,3	1,21
47- Techniciens	5,6	6,0	1,07
48-Contremaîtres, agents de maîtrise	3,0	2,5	0,84
51-Employés de la fonction publique	10,2	10,8	1,07
54-Employés administratifs d'entreprise	8,5	7,4	0,42
55-Employés de commerce	3,1	3,5	1,83
56-Personnels des services directs aux particuliers	3,8	5,8	1,51
61-Ouvriers qualifiés	16,3	13,2	0,81
66-Ouvriers non qualifiés	9,1	7,2	0,79
69-Ouvriers agricoles	0,1	0,2	1,09
Total	100,0	100,0	1,00

2. ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE (RECENSEMENTS DE 1982, 1990 ET 1999)

Variables	1982	1990	1999	indice 1999/1982
Population totale	506207	530 928	562 951	1,11
Hommes				
0-19	75 435	71 609	70 294	0,93
20-39	86 097	89 593	90 373	1,05
40-59	57 286	62 662	70 215	1,23
60-74	22 133	26 562	31 679	1,43
75 et +	7 870	9 759	12 479	1,59
Total	248 821	260 185	275 040	1,11
Femmes				
0-19	72 181	68 387	67 214	0,93
20-39	84 457	87 953	88 842	1,05
40-59	57 435	63 440	72 886	1,27
60-74	27 007	31 727	36 735	1,36
75 et +	16 306	19 236	22 234	1,36
Total	257 386	270 743	287 911	1,12
Étrangers				
Hommes	32 166	25 703	20 772	0,65
Femmes	24 113	20 252	17 862	0,74
Total	56 279	45 955	38 634	0,69
Élèves, étudiants, +15 ans	55 252	66 216	72 263	1,31
Chômeurs				
Hommes	7 496	9 228	13 929	1,86
Femmes	10 576	13 408	17 051	1,61
Total	18 072	22 636	30 980	1,71
Population active				
Hommes	125 603	134 250	138 056	1,10
Femmes	81 540	107 560	121 015	1,48
Total	207 143	241 810	259 071	1,25

CSP-Actifs	1982	1990	1999	indice 1999/1982
Agriculteurs	3 240	2 076	1 523	0,47
Artisans, commerçants	16 692	18 304	15 209	0,91
Cadres	25 120	35 848	44 793	1,78
Intermédiaires	47 916	56 828	66 166	1,38
Employés	58 016	64 120	73 266	1,26
Ouvriers	68 264	62 131	54 587	0,80
Retraités	52 660	68 792	85 716	1,63
Sans activité	233 576	222 766	222 002	0,95

CSP- Ménages	1982	1990	1999	indice 1999/1982
Agriculteurs	5 660	3 348	2 790	0,49
Artisans, commerçants	37 496	39 972	33 747	0,90
Cadres	63 776	80 332	90 665	1,42
Intermédiaires	90 908	95 216	101 979	1,12
Employés	48 296	47 508	58 333	1,21
Ouvriers	150 464	126 644	110 499	0,73
Retraités	65 412	91 428	107 313	1,64
Sans activité	26 692	31 576	44 113	1,65

ANNEXE 3

LE PROCESSUS DE SÉGRÉGATION SOCIO-SPATIALE DANS UNE COMMUNE MOSELLANE

Située au carrefour de trois anciennes vallées sidérurgiques lorraines, la commune mosellane étudiée comptait 7 900 habitants en 1999. Son usine sidérurgique, fondée sous l'occupation allemande en 1880, a produit de la fonte jusqu'à la fermeture du site en 1991. Cette petite unité intégrée et autonome¹⁸⁶ employait environ 1 000 salariés ; filiale d'Usinor à un degré éloigné, elle n'est intégrée de plain-pied à la stratégie d'entreprise du groupe sidérurgique qu'à la fin des années 1980. Un siècle durant, l'usine a constitué la première source municipale de revenus et d'emplois, mais aussi le principe organisateur de la ville, selon le modèle paternaliste. Le patronat sidérurgique logeait alors ses salariés dans des « maisons d'usine » et possédait les « économats », magasins où s'écoulaient les salaires gagnés au travail du fer.

En augmentation régulière pendant la première moitié du xx^e siècle, la population s'accroît massivement à partir de 1960 et jusqu'au début des années soixante-dix : les faubourgs de la ville accueillent alors une partie du personnel de Sollac, dont une usine est construite dans une autre municipalité distante de quelques kilomètres. L'installation d'ouvriers, de techniciens et de cadres de la sidérurgie porte le nombre d'habitants à 14 000¹⁸⁷. La tendance s'inverse au milieu des années soixante-dix, à l'amorce de la récession économique. La commune perd 31 % de sa population entre 1975 et 1999, au rythme des plans sociaux, des mutations vers les usines de Fos et Dunkerque et, finalement, de la fermeture de l'usine locale. Entre les recensements de 1982 et 1990, le nombre de retraités double. Après la fermeture des hauts fourneaux en 1991, le nombre d'actifs ayant un emploi dans la commune est pratiquement divisé par deux (voir tableau).

En 1999, V. compte 2 492 actifs occupés. La proportion d'ouvriers (49 %) est presque deux fois plus élevée que dans la population active occupée française, tandis que celle des cadres et professions intellectuelles supérieures (3,2 %) est de quatre fois inférieure. La faiblesse de l'effectif des artisans, commerçants et chefs d'entreprise travaillant dans la commune (82, soit en proportion de la population active, près de deux fois moins que pour la ville de Thionville) traduit l'embolie de l'économie municipale. Plus de 19 % des actifs de V. sont au chômage (26 % des femmes), une proportion relativement stable depuis 1990. Depuis la fermeture de l'usine et des activités associées, V. compte très peu d'entreprises et nombre de ses habitants partent chaque jour travailler au Luxembourg. 46 % des chômeurs de V. sont ouvriers et 45 % employés¹⁸⁸.

Mais le taux de chômage municipal masque le fractionnement de la ville en deux zones distinctes. Le centre social note qu'en dépit d'une nette amélioration sur le marché de l'emploi en 1999, « le taux de chômage reste largement au-dessus de la moyenne nationale, surtout dans le quartier ouest ; les emplois trouvés restent souvent des emplois précaires (contrats aidés, travail temporaire) ou peu valorisants et certains publics restent exclus de la reprise. »

V. est en effet scindée en deux espaces séparés par la voie de chemin de fer. À l'est, la vieille ville appelée « village » où sont groupés les commerces, la mairie, le commissariat, l'école communale et où résident les habitants les plus anciens, généralement des ex-salariés de l'usine locale. À

¹⁸⁶ L'usine comportait à la fois une batterie de hauts fourneaux et une agglomération qui les alimentait.

¹⁸⁷ Les chiffres et les données qui suivent sont extraites de « Projet social CAF de la Moselle / CSC "le creuset" 2001 – 2005 », 2001, pp. 29-33 et de Préfecture de la région lorraine, *Principales données socio-économiques. Zone d'emploi de Thionville-Hayange*, mars 2001 ; « Communes... Profils 57 », Insee, recensement de la population 1999.

¹⁸⁸ Chiffres de fin février 2001.

l'ouest, se font face d'un côté des cités ouvrières traditionnelles (maisons d'usine revendues aux ouvriers locaux en 1986) et, de l'autre, une zone d'habitats collectifs : la ZUP, appelée « quartier ouest », dont le petit périmètre regroupe à lui seul 50 % de la population.

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, le « quartier ouest » souffre d'une réputation épouvantable dans la région, non seulement à cause d'un trafic de drogue dont les acteurs défraient régulièrement la chronique judiciaire du *Républicain lorrain*, mais aussi parce qu'un taux élevé de délinquance a conduit à plusieurs reprises au « bouclage » spectaculaire du quartier par les forces de l'ordre. Dans l'esprit des habitants des bourgades alentours, le nom même de la ville est désormais associé à ce quartier agité et aux connotations qu'il véhicule : « jeunes Maghrébins », « trafic de drogue », « blocs », « délinquance », « voitures brûlées », etc.

Naguère reconnu pour sa « mixité sociale », le quartier ouest concentre désormais des populations très précarisées : en 1997, les deux tiers des demandeurs d'emploi y résident, la majorité étant d'origine maghrébine, selon la municipalité¹⁸⁹ ; 90 % des ménages sont locataires en HLM (données de 1990) ; 60 % bénéficient de l'Aide personnalisée au logement (APL) ; 27 % des allocataires forment des familles nombreuses, soit dix points de plus que la moyenne mosellane. Le quartier ouest accueille les deux tiers des étrangers recensés dans la commune (27 % de la population du quartier contre 15,8 % pour l'ensemble de la commune). On observe un taux de rotation important marqué par une fuite des ménages les moins dépossédés et par l'entrée de ménages à faibles ressources, à 80 % d'origine étrangère selon la mairie. La délinquance est plus prégnante dans ce quartier que dans le reste de la commune, en particulier le trafic de stupéfiants qui s'était banalisé au point que des vendeurs cagoulés avaient pris l'habitude de négocier leur marchandise sur les trottoirs en plein jour, installés sur des tables de campings. Depuis trois ans, la situation semble toutefois s'améliorer. Le bâti a été largement rénové (900 logements démolis depuis 1983, autant ont été réhabilités) et un programme d'implantation de familles classes moyennes. Inscrit en « Zone de redynamisation urbaine » (ZRU) et classé en « Zone d'éducation prioritaire » (ZEP), le quartier bénéficie d'aides financières importantes. De nouvelles institutions s'y sont implantées (centre social, maison de quartier), des équipements publics ont été installés tandis que se développait une intense activité associative.

Un processus exemplaire de ségrégation socio-spatiale

Les transformations « des rapports entre les structures de l'espace social et les structures de l'espace physique »¹⁹⁰ survenues depuis trente ans dans le « quartier ouest » de V. montrent de manière exemplaire que la ségrégation générationnelle et ethnique constamment mise en avant par les médias et les habitants eux-mêmes ne constituent que deux aspects particuliers d'un processus plus général de ségrégation socio-spatiale entre fractions d'une même classe.

Le « quartier ouest » s'inscrit physiquement dans un petit périmètre délimité par deux allées bordées d'habitations collectives que domine une « tour » d'une quinzaine d'étages. Ces immeubles avaient été construits à la fin des années cinquante et au début des années soixante pour loger les salariés d'une coopérative de laminage, majoritairement détenue par des capitaux De Wendel, entrée en activité en 1953 dans une commune voisine. Cette entreprise recrute alors une part importante de son personnel ouvrier et technicien hors de la région, notamment en Bretagne et dans le Nord. Dans sa monographie sur la vallée de la Fensch, Pierre Belleville note : « À la base de la politique sociale [de cette entreprise], il y a donc les précautions dans le recrutement, autrement dit le filtrage. Il est toujours pratiqué. Il permet d'éliminer les candidats ayant un passé syndical, si minime soit-il. [...] Les petites annonces figurent dans les adresses que l'on donne au moment de la démobilisation aux engagés de l'armée ou de la marine (depuis plusieurs mois, on fait largement

¹⁸⁹ Carrefour social et culturel « Le Creuset », « Contrat de projet Caisse d'allocations familiales de la Moselle 1999-2001 », 2001, p. 35

¹⁹⁰ « Effets de lieu » in Bourdieu P. (1993), *op. cit.*, p. 159.

appel aux anciens paras). Parallèlement, une partie des cadres est constituée d'officiers - généralement supérieurs - en retraite. »¹⁹¹

À cette époque, les locataires des « barres » d'habitations collectives du quartier ouest sont plus jeunes et souvent plus instruits que les résidents du centre ville. La plupart d'entre eux travaillent dans une unité ultra-moderne que tout oppose à la « vieille » usine de V.

Elle est « l'unité moderne, dynamique de l'empire de Wendel, elle pèse directement dans l'économie française et son directeur a su utiliser cette situation pour conquérir une large indépendance, voire pour déterminer en partie la politique de De Wendel », souligne Pierre Belleville¹⁹². L'unité emploie plusieurs milliers de salariés, vise le marché mondial, produit des aciers à forte valeur ajoutée, développe les technologies les plus sophistiquées ; sa direction tente d'encourager chez les salariés un « esprit d'entreprise » en rupture avec le paternalisme *via* la mise en œuvre d'un « nouveau *management* » (individualisation, « implication », atténuation des divisions hiérarchiques, externalisation des tâches peu rentables). Cette modernisation du paternalisme se traduit également dans le mode de logement du personnel : les habitations du quartier ouest rassemblent dans le même périmètre et parfois dans le même bâtiment toutes les catégories de salariés, même si les cadres et ingénieurs bénéficient d'appartements plus spacieux et mieux aménagés que leurs subordonnés¹⁹³.

Tout au contraire, l'usine de V., souvent décrite comme une « usine familiale » n'emploie qu'un millier de salariés ; ses capitaux furent longtemps détenus par un « petit » patron, avant d'être concentrés dans une société distincte de l'empire De Wendel. Les salariés produisent un matériau de base (des lingots de fonte) circulant sur un marché captif et restreint, selon des méthodes traditionnelles. Recrutés de père en fils dans la ville et ses environs, ils résident dans des cités d'usines, enfilades de maisons individuelles dont le confort, l'aménagement et la surface sont déterminés par la position du locataire sur la grille indiciaire de l'entreprise. La distribution spatiale des logements reproduit les divisions sociales au sein de l'usine : ouvriers et cadres n'habitaient pas dans la même rue.

À V. les deux populations co-existent en s'ignorant. Les habitants de la vieille ville, dépositaires d'un « passé local » et salariés de l'usine locale, ne fréquentent pas les nouveaux venus des « blocs ». Un technicien de l'unité moderne, ancien habitant du « quartier ouest » raconte : « Là [le centre-ville], c'était un monde à part. On ne connaissait pas. Il y avait une frontière. C'était... On n'étaient pas bien vus. On était les nouveaux, avec nos façons de voir, un peu différentes. »¹⁹⁴ De son côté, l'épouse d'un ancien sidérurgiste de l'usine de V. explique à propos des habitants du quartier ouest : « On ne les côtoyait pas ces gens-là »¹⁹⁵.

À la fin des années soixante-dix, une série de transformations contribue à enclencher un processus de ségrégation socio-économique qui affectera aussi bien le « quartier ouest » que le centre-ville traditionnel.

¹⁹¹ Belleville (1963), *op. cit.*, pp. 78-79.

¹⁹² *Ibidem*, p. 52.

¹⁹³ Un ancien technicien de cette entreprise se souvient : « Dans une ancienne usine De Wendel, chacun était à son rang. C'est-à-dire le contremaître chef devait porter une cravate. Même cadre, je ne portait pas de cravate à X. C'était autre chose. [...] A X, on est tous arrivé d'horizon différents et pas au même indice. Il y avait des gens qui étaient recrutés un peu de partout. C'était pas des locaux. [...] Dans les autres vallées, on était fils de contremaître, on devenait contremaître. C'était l'esprit paternaliste. Sur le train à froid, j'ai pas connu ça. Bon, un ingénieur, on allait pas le tutoyer, mais on avait des relations techniques, on discutait de chose et d'autre, comme avec mes autres collègues techniciens. On faisait du travail ensemble. C'était pas ce système très structuré. Et pour le logement c'était pareil. Il n'y avait pas de rue des cadres, ni de quartier des cadres, ni les quartiers des agents de maîtrise, etc. [...] tout le monde était mélangé. Dans mon bâtiment, ça allait d'ouvrier maghrébin à ingénieur. Je trouve que ça brassait bien. » (Entretien, 6 août 2002).

¹⁹⁴ Entretien, 6 août 2002.

¹⁹⁵ Entretien, 7 août 2002.

La loi sur le regroupement familial votée au milieu des années soixante-dix conduit nombre de femmes et d'enfants maghrébins à rejoindre leurs époux dans les logements du quartier ouest. Le regroupement est aussi l'occasion d'agrandir la famille ; les enfants de la « deuxième génération » naissent et grandissent. Simultanément, les restructurations industrielles favorisent le départ des cadres issus de l'immigration intérieure, puis des jeunes ouvriers locaux sans attache familiale, vers les nouvelles unités sidérurgiques de Fos-sur-Mer et de Dunkerque qui proposent des salaires plus attractifs. Ainsi se conjuguent dans le « quartier ouest » deux phénomènes : multiplication et rajeunissement de la population d'origine maghrébine majoritairement ouvrière ; défection des classes moyennes « établies » et de jeunes ouvriers.

Les années quatre-vingt sont celles du dépeuplement du « quartier ouest » : à l'occasion des plans sociaux mis en place par Sollac, un grand nombre de salariés âgés de 50-55 ans partent en préretraite et quittent le quartier, soit pour rejoindre leur région d'origine, soit pour accéder à la propriété individuelle dans une autre zone de la commune. Alors que décroît la valeur sociale associée à ce lieu de résidence, les habitants des logements collectifs du quartier ouest qui en ont les moyens cherchent à s'installer ailleurs. Pour pallier à l'hémorragie de population, et afin de recouvrer les avantages administratifs associés au statut de commune de plus de 10 000 habitants, les autorités municipales transforment une partie des habitations en logements sociaux. Des familles pauvres, souvent nombreuses, d'origine maghrébine et dont le père est au chômage, sont injectées dans les « barres ». Au début des années quatre-vingt-dix, les boutiques sises au pied des immeubles ferment les unes après les autres. Un incendie criminel, apparemment lié au trafic de stupéfiant, ravage une partie de la « tour » où résidaient des ménages propriétaires. Nombre d'entre eux bradent leurs appartements et quittent le quartier. La valeur immobilière des habitations plonge, entraînant la décote des maisons individuelles situées à proximité, où s'étaient installés d'anciens résidents des immeubles collectifs désireux d'accéder à la propriété.

De leur côté, les salariés de l'usine locale, également poussés vers la préretraite dès le début des années quatre-vingt, rachètent à crédit les maisons d'usine mises en vente à bas prix par l'entreprise à partir de 1986. Des cohortes d'ouvriers inactifs et endettés, désormais propriétaires dans les cités ouvrières socialement très homogènes, vont investir l'essentiel de leur temps, de leur argent et de leur énergie à agrandir, rénover et personnaliser leur logement. L'usine de V., principale source d'emploi de la ville, ferme définitivement en 1991, entraînant la suppression des emplois dérivés de la sidérurgie, la fermeture de nombreux commerces du centre-ville, mais aussi la disparition de l'animation permanente des rues due au rythme des 3 x 8. Beaucoup de jeunes du « village » partent chercher du travail ailleurs, notamment au Luxembourg. La moyenne d'âge des habitants du « village » monte en flèche.

En 1991, les habitants du « quartier ouest » n'ont pas pris part aux luttes menées par les habitants de la vieille ville et des cités ouvrières contre la fermeture de « leur » usine. « On l'a pas trop vécu, ça. Parce que bon, ça ne nous touchait pas. [...] On ne connaissait pas vraiment des gens qui travaillaient là. On suivait aux informations des choses comme ça. » (Habitante du quartier ouest, employée dans la restauration au Luxembourg, entretien du 6 août 2002). Un ancien syndicaliste de l'usine de V. ajoute que les délégués de l'unité moderne n'épaulaient ni ne rendaient visite à leurs collègues en lutte à V. : « On se débrouillait comme des grands tout seuls. »¹⁹⁶

En une vingtaine d'années, on assiste donc à la différenciation socio-spatiale d'une population ouvrière, salariée dans la sidérurgie, en deux groupes. Dans les logements sociaux du quartier ouest se concentre une population plutôt jeune, d'origine nord-africaine, souvent pauvre, sans emploi, locataire en HLM et dépendante des prestations sociales ; et, symétriquement, se concentre dans le « village traditionnel » et les cités ouvrières, une population âgée, dépositaire du passé municipal, retraitée de l'usine locale, propriétaire, et dont la propriété privée cristallise l'ensemble des investissements.

¹⁹⁶ Entretien, 7 août 2002

V., MOSELLE	1982	1990	1999
Population totale	9 524 (11 560 en 1975)	9 189	7 905
Population étrangère	2 454	2 012	1 251
Population active totale	3 521	3 276	3 089
Population active hommes	2 488	2 035	1 783
Population active femmes	1 033	1 241	1 306
Agriculteurs	0	0	0
Art., comm., chefs d'entr.	96	104	96 dont 88 occupés, soit 3,5 % pop. active occupée 82 emplois occ. dans la commune
Cadres et prof. Int. Sup.	84	88	80 dont 80 occupés, soit 3,2 % pop. active occupée 210 emplois occ. dans la commune
Prof intermédiaires	564	584	484 dont 440 occupés soit 17,6 % pop. act. occupée 390 emplois occ. dans la commune
Employés	764	860	816 dont 628 occupés soit 25,2 % de la pop. act. occ. 431 emplois occ. dans la commune
Ouvriers	1 836	1 452	1440 dont 1220 occupés soit 4 % pop. act. occ. 804 emplois occ. dans la commune
Pop. active occupée totale	3 056	2 668	2 492
Non salariés			129
Total CDI			1 613
Actifs occ. industrie			688
Actifs occ. tertiaire			1 560
Retraités	564	1 052	1 080
Étudiants + 15 ans	944	952	916
Chômeurs	580	608	597
Total emplois commune			1 915
Actifs ayant un emploi dans la commune	1 260	1 016	571
Sans diplôme (+ 15 ans, pop. + 15 ans = 6 259, en cours d'études = 899)			1 645
CEP - BEPC			1 094
CAP - BEP			1 727
BAC - BP			494
BAC + 2			265
SUP			135
Total résidences principales		2 789 (total logements : 3 016)	2 625 (total logements : 2 819)
Logement individuel		1 031	1 072
Logement collectif		1 660	1 441
Propriétaires		1 081	1 235
Locataires		1 614	1 317

Source : Insee, recensement 1999.

NUMEROS DEJA PARUS :
(téléchargeables à partir du site
<http://www.cee-recherche.fr>)

- N° 14** *Les seniors et les transferts de compétences dans les TPE et PME d'Auvergne : un état des lieux*
BRUNO COURAULT, ÉMILIE BOURLIER, PHILIPPE TROUVE
septembre 2004
- N° 13** *Expérience professionnelle et relations de service. Actes du séminaire Vieillesse et Travail (année 2002)*
CREAPT-EPHE
décembre 2003
- N° 12** *Des standards nationaux à l'épreuve d'internet. Sites et offres d'emploi en France, Espagne et en Grande-Bretagne*
EMMANUELLE MARCHAL, GERALDINE RIEUCAU, DIDIER TORNY
septembre 2003
- N° 11** *Stratégies contractuelles et gestion de la relation de travail. Pré-enquête sur la constitution d'une base de données de contrats de travail*
MYRIAM BERNARDI, CHRISTIAN BESSY, CAMILLE CHASERANT, FRANÇOIS EYMARD-DUVERNAY, EMMANUELLE MARCHAL
juillet 2003
- N° 10** *Conventions et institutions du travail*
CHRISTIAN BESSY
mars 2003
- N° 09** *Opinions, attitudes et aspirations des familles vis-à-vis de la politique familiale en France*
MARIE-THERESE LETABLIER, SOPHIE PENNEC, OLIVIER BÜTTNER
janvier 2003
- N° 08** *Les acquis des opérateurs durant leur parcours professionnel. Actes du séminaire Vieillesse et Travail (mai 2001).*
CREAPT-EPHE
décembre 2002
- N° 07** *La Stratégie européenne pour l'emploi : les représentations des acteurs en France*
JEAN-CLAUDE BARBIER, NDONGO SAMBA SYLLA
octobre 2002
- N° 06** *Actes du séminaire Travail, citoyenneté et intégration sociale (année 2000)*
CECILE BARON, PATRICK NIVOLLE
octobre 2002
- N° 05** *Marchés financiers et licenciements*
TRISTAN BOYER
septembre 2002

- N° 04** *La mise en œuvre du programme objectif 3 du Fonds social européen. Contribution aux réalisations, aux résultats et à l'impact du programme en France*
JEAN-CLAUDE BARBIER, avec l'aide de Saïd Adjerad, Olivia Blum, Angelina Brygoo, Coralie Pérez, Claude Rack, Françoise Tarquis
juin 2002
- N° 03** *Embaucher, sélectionner, valoriser. Les offres d'emploi dans la presse française entre 1960 et 2000*
EMMANUELLE MARCHAL, DIDIER TORNBY
avril 2002
- N° 02** *L'action publique face aux transformations de la famille en France*
OLIVIER BÜTTNER, MARIE-THERESE LETABLIER, SOPHIE PENNEC, avec la collaboration de Sophie Bontemps et Martine Lurol
février 2002
- N° 01** *Les institutions locales et le programme « emplois-jeunes » dans les activités culturelles et socioculturelles*
BERNARD SIMONIN, MARIE-CHRISTINE BUREAU, CORINNE IEHL, BERNARD GOMEL, ELIANE LE DANTEC, VINCENT LEMAITRE, COLETTE LEYMARIE, NICOLAS SCHMIDT
janvier 2002